

PARTE TERZA

BANDI E AVVISI DI CONCORSI

TROISIÈME PARTIE

AVIS DE CONCOURS

Région autonome Vallée d'Aoste.

Publication de la version française de l'avis de sélection externe sur titres, aux termes de la loi régionale n° 21 du 22 décembre 2017, en vue du recrutement, dans le cadre des chantiers forestiers visés aux lois régionales n° 44 du 27 juillet 1989 et n° 67 du 1^{er} décembre 1992, d'ouvriers simples sous contrat saisonnier à durée déterminée, à la suite de la mise à jour de la liste d'aptitude unique au sens de la délibération du Gouvernement régional n° 274 du 16 mars 2017, dont le texte officiel en italien a été publié au Bulletin officiel n° 5 du 30 janvier 2018.

Art. 1^{er}

Fonctions, statut et traitement

Aux candidats inscrits sur la liste d'aptitude visée à l'objet qui seront recrutés sous contrat à durée déterminée au sens de la loi régionale n° 44 du 27 juillet 1989 (Dispositions concernant les chantiers forestiers, ainsi que le statut légal et le traitement économique du personnel y afférent) sont attribués les fonctions, le statut et le traitement prévus, pour les ouvriers du premier grade, par la convention collective nationale de travail des ouvriers chargés des travaux d'aménagement hydraulique et forestier et par les conventions complémentaires régionales.

Art. 2

Conditions générales de participation à la sélection

1. Peut participer à la sélection en cause tout candidat qui remplit les conditions suivantes :
 - a) Eu égard à la nationalité :
 - être citoyen italien ou de l'un des États membres de l'Union européenne autres que l'Italie ;
 - tout en n'étant pas de nationalité italienne ni ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne autres que l'Italie, être membre de famille d'un citoyen italien ou d'un ressortissant desdits États et bénéficiaire du droit de séjour ou du droit de séjour permanent ;
 - tout en n'étant pas ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne, être titulaire d'une carte de résident de longue durée – UE ou bénéficiaire du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire ;
 - b) Être âgé d'au moins 25 ans à l'expiration du délai de dépôt des candidatures ;
 - c) Ne pas être déchu de son droit de vote ;
 - d) Ne jamais avoir été destitué ni révoqué de ses fonctions, ni licencié pour motif disciplinaire par une administration publique ;
 - e) Ne pas avoir subi de condamnation pénale ni avoir fait l'objet de mesures de prévention ou d'autres mesures interdisant, au sens de la législation en vigueur, la conclusion d'un contrat de travail avec une administration publique. Dans le cas contraire, il doit préciser les condamnations subies ou les charges pénales en cours ;
 - f) Remplir les conditions d'aptitude physique requises ;
 - g) Ne pas être à la retraite ou ne pas être âgé de plus de 65 ans à l'expiration du délai de dépôt des candidatures ;
 - h) Maîtriser la langue italienne (pour les citoyens des États autres que l'Italie).

Art. 3

Critères de mise à jour de la liste d'aptitude unique

1. L'éventuel recrutement a lieu sur la base de la liste d'aptitude unique approuvée par l'acte du dirigeant n° 1904 du 3 mai 2011 et mise à jour en fonction des demandes et des curricula présentés par les intéressés, compte tenu des conditions suivantes :

a) Expérience éventuellement acquise auprès de l'Administration régionale ou des autres employeurs publics ou privés œuvrant dans le secteur agricole et forestier, et donnant droit à l'attribution, en fonction du nombre de saisons travaillées, des points indiqués ci-après :

Nombre de saisons d'expérience	Nombre de points attribués au titre de l'expérience auprès de l'Administration régionale	Nombre de points attribués au titre de l'expérience auprès d'autres employeurs, publics ou privés
1	1	0,5
2-3	2	1
4-5	3	1,5
6-7	4	1,5
8-9	5	1,5
10-14	6	1,5
15-20	8	1,5
Plus de 20	10	1,5

Condition supplémentaire	Nombre de points
Activité exercée sur les chantiers de l'Administration régionale au cours de 2017 (LR n° 44/1989)	5

b) Qualification acquise dans le cadre du secteur en cause et donnant droit à l'attribution des points indiqués ci-après (seule la qualification la plus élevée est prise en compte) :

Qualification	Nombre de points
Ouvrier simple	2
Ouvrier qualifié	4
Ouvrier qualifié super	6
Ouvrier spécialisé	8
Ouvrier spécialisé super	10

c) Cours de formation suivis, certifiés par l'Administration régionale et donnant droit à l'attribution des points indiqués ci-après :

Cours de formation	Nombre maximum de points
Cours pour préposés à la sécurité	5
Cours en matière d'intervention en cas d'urgence	2
Cours techniques	Nombre maximum de points
Cours de bûcheronnage	2
Cours de prévention des risques de chutes	2
Cours AIB de lutte contre les incendies de forêt	2
Cours d'information de base en matière de sécurité	1,5
Autres cours (évalués au cas par cas)	1

d) Âge dont justifie le candidat à l'expiration du délai de dépôt des candidatures :

Âge	Nombre de points
Moins de 35 ans	-
Entre 35 et 40 ans	1
Entre 40 et 45 ans	2
Entre 45 et 50 ans	3
Entre 50 et 55 ans	4
Plus de 55 ans	5

2. Si le candidat a fait l'objet de sanctions disciplinaires au cours des deux années qui précèdent la sélection en cause, le total des points qui lui sont attribués est réduit, à titre de pénalité, des points relatifs à chacune des sanctions indiquées ci-après :

Sanction disciplinaire	Nombre de points
Avertissement (par écrit)	-5
Amende	-7
Suspension	-10

3. En cas d'égalité de points, la priorité est accordée au candidat le plus âgé.

Art. 4

Transparence et publicité

1. La liste d'aptitude est mise à jour sur la base des titres dont justifient les candidats, qui seront évalués par des jurys spécialement constitués à cet effet.
2. La liste d'aptitude sera valable à compter de la date de son approbation et jusqu'au 1^{er} mai 2019, aux termes de la délibération du Gouvernement régional n° 274 du 10 mars 2017.
3. À l'issue de la sélection, la liste d'aptitude mise à jour est publiée sur le site de la Région dans les dix jours qui suivent l'achèvement de la procédure y afférente.

Art. 5

Acte de candidature

1. Aux termes des dispositions de la loi régionale n° 19 du 6 août 2007, tout candidat, averti des sanctions prévues par le premier alinéa de l'art. 39 de ladite loi, ainsi que par l'art. 76 du décret du président de la République n° 445 du 28 décembre 2000, en cas de falsification d'actes, d'usage de faux ou de déclarations mensongères, doit indiquer, par une déclaration sur l'honneur,

Pour ce qui est des données personnelles :

- a) Ses nom, prénoms, date et lieu de naissance ;
- b) Son code fiscal ;
- c) Son lieu de résidence ou l'adresse à laquelle toute communication relative à la sélection doit lui être envoyée, si celle-ci ne coïncide pas avec le lieu de résidence ;
- d) Son numéro de téléphone et son courriel ou son adresse de courrier électronique certifié (*PEC*) strictement personnelle ;
- e) Les références d'une pièce d'identité en cours de validité ;

Pour ce qui est des conditions générales requises :

- f) Qu'il est citoyen italien ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que l'Italie ou, s'il n'est pas de nationalité italienne ni ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne autre que l'Italie, qu'il bénéficie du droit de séjour ou du droit de séjour permanent ou qu'il est membre de famille d'un citoyen italien ou ressortissant de l'un des États membres de l'Union européenne autre que l'Italie ou bien qu'il bénéficie du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire ;
- g) La commune où il doit voter ou bien les motifs de sa non-inscription sur les listes électorales ou de sa radiation desdites listes ; s'il n'est pas italien, il doit déclarer qu'il jouit de ses droits civils et politiques dans son État d'appartenance ou de provenance ou bien les motifs qui en empêchent ou en limitent la jouissance ;
- h) Qu'il n'a pas subi de condamnation pénale ni fait l'objet de mesures de prévention ou d'autres mesures interdisant, au sens de la législation en vigueur, la conclusion d'un contrat de travail avec une administration publique. Dans le cas contraire, il doit préciser les condamnations subies ou les charges pénales en cours ;
- i) Qu'il n'a jamais été destitué, ni révoqué, ni licencié pour des motifs disciplinaires d'un emploi public ;
- j) Qu'il est âgé de 25 ans au moins ;
- k) Qu'il n'est pas à la retraite ou qu'il n'est pas âgé de plus de 65 ans à l'expiration du délai de dépôt des candidatures ;
- l) Qu'il maîtrise la langue italienne, s'il n'est pas citoyen italien ;

et pour ce qui est des conditions spécifiques requises :

- m) S'il a déjà travaillé dans le secteur agricole et forestier pour l'Administration régionale ou pour d'autres employeurs publics et privés, en précisant les expériences y afférentes ;
- n) S'il justifie de compétences certifiées dans le secteur agricole et forestier, en précisant la qualification obtenue ;
- o) S'il a suivi des cours de formation certifiés par l'Administration régionale, en précisant lesquels ;
- p) Qu'il remplit les conditions d'âge requises, en précisant son âge à l'expiration du délai de dépôt des candidatures ;
- q) S'il a subi des sanctions disciplinaires au cours des deux années qui précèdent la sélection ; en l'occurrence, il doit préciser les sanctions qui lui ont été infligées.

Art. 6

Délai et modalités de candidature

1. Toute candidature en vue de la mise à jour de la liste d'aptitude unique ou de l'inscription sur celle-ci, signée par l'intéressé et assortie d'une photocopie d'une pièce d'identité de ce dernier, doit :
 - a) Être établie sur le formulaire qui est annexé au présent avis, déposé aux bureaux du Département du Corps forestier de la Vallée d'Aoste et des ressources naturelles (Commandant) de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles et publié sur le site internet de la Région www.regione.vda.it (secteur d'activité : Ressources naturelles) ;
 - b) Parvenir au plus tard le 21 février 2018 au bureau de l'enregistrement du Département du Corps forestier de la Vallée d'Aoste et des ressources naturelles (Commandant) de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles, situé à QUART, 127/A, Région Amérique.
2. Si elle est déposée directement au bureau de l'enregistrement, ouvert au public du lundi au vendredi, de 9 h à 14 h, ou envoyée par télécopieur au numéro 0165 77 63 09, la candidature doit parvenir au plus tard à 14 h du 21 février 2018.
3. Pour les candidatures remises directement ou envoyées par la voie postale normale, par courrier rapide ou par poste prioritaire, la date de dépôt est attestée par le reçu signé par le personnel chargé de la réception ou bien par le cachet apposé par le personnel du bureau de l'enregistrement du Département du Corps forestier de la Vallée d'Aoste et des ressources naturelles (Commandant) de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles.

4. Pour les candidatures envoyées par lettre recommandée (avec ou sans demande d'avis de réception), en valeur déclarée avec avis de réception ou par courrier rapide avec demande d'avis de réception, le cachet du bureau postal expéditeur fait foi.
5. Les candidatures envoyées par PEC doivent parvenir à l'adresse risorse_naturali@pec.regione.vda.it au sens du décret législatif n° 82 du 7 mars 2005, au plus tard à 14 h du 21 février 2018.

Art. 7

Candidats admis et candidats exclus

1. Le candidat est exclu de la sélection et, partant, de la liste d'aptitude, dans les cas suivants :
 - a) Non-respect des conditions requises à l'art. 2 ;
 - b) Omission de l'une ou de plusieurs des déclarations prévues par les lettres a), f), g), h), i), j), k) et l) du premier alinéa de l'art. 5 ;
 - c) Présentation de la candidature selon une modalité autre que celles prévues à l'art. 6.
2. L'exclusion de la sélection est communiquée au candidat par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en mains propres.
3. Si, à l'issue de la procédure d'instruction, la candidature s'avère incomplète ou entachée d'une irrégularité susceptible d'être corrigée, le dirigeant de la structure compétente inscrit l'intéressé sur la liste d'aptitude sous réserve, en attendant que celui-ci régularise son dossier. La liste des candidats inscrits sous réserve est publiée sur le site institutionnel et au tableau d'affichage de l'Administration régionale et indique, en sus des compléments nécessaires, le délai de rigueur dans lequel l'intéressé doit déposer ceux-ci (dix jours à compter de la date de publication), sous peine d'exclusion.
4. L'Administration décline d'ores et déjà toute responsabilité quant à la perte des notifications due à l'inexactitude de l'adresse indiquée dans la candidature, au manque ou retard de communication du changement de ladite adresse, ainsi qu'aux éventuels problèmes de transmission par la voie postale ou télématique, ou dus à des tiers, à des cas fortuits ou à des cas de force majeure.

Art. 8

Liste d'aptitude par ordre de mérite et modalités de recrutement

1. Le total des points pour l'établissement de la liste d'aptitude s'obtient par la somme des points attribués suivant les critères visés à l'art. 3 par les jurys constitués au sens de l'art. 4.
2. L'Administration régionale procède aux recrutements dans l'ordre de la liste d'aptitude unique (valable jusqu'au 1^{er} mai 2019) et compte tenu des besoins en ouvriers simples des chantiers forestiers nécessaires au sens de la LR n° 44/1989 et de la loi régionale n° 67 du 1^{er} décembre 1992 (Mesures en matière d'aménagements hydrauliques et forestiers et de protection du sol).
3. Grâce aux coordonnées indiquées dans les candidatures, le Département du Corps forestier de la Vallée d'Aoste et des ressources naturelles (Commandant) de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles contacte les aspirants ouvriers en suivant l'ordre de la liste d'aptitude mise à jour, pour vérifier s'ils sont disposés à être recrutés sous contrat saisonnier avec la qualification d'ouvrier simple. Toutes les communications y afférentes sont versées aux archives, quelle qu'en soit la modalité de transmission.
4. La communication relative à la proposition de recrutement doit indiquer les données essentielles du contrat de travail, la date de début, la durée et l'horaire hebdomadaire, ainsi que le délai de rigueur (24 heures) pour la réponse de la part de l'intéressé.

5. La communication faite par téléphone fixe ou portable, sous forme de télégramme par téléphone, est enregistrée par le bureau chargé des recrutements qui indique les données suivantes : jour et heure y afférents, nom de la personne l'ayant effectuée, nom de la personne ayant répondu ou absence de réponse.
6. À défaut de réponse au premier contact, la proposition de recrutement est transmise, si cela s'avère possible, par un texto (SMS) avec accusé de réception invitant l'intéressé à contacter le bureau chargé des recrutements dans les 24 heures qui suivent sa réception et l'indication du numéro de téléphone à appeler. À défaut de réponse dans ledit délai, c'est l'aspirant ouvrier qui suit sur la liste d'aptitude qui est contacté.
7. L'aspirant ouvrier qui refuse la proposition de recrutement ou ne répond pas à celle-ci dans le délai imparti n'est plus contacté pour la saison de travail en cours mais conserve le droit à être contacté pour la saison suivante, s'il est toujours inscrit en rang utile sur la liste d'aptitude.

Art. 9

Radiation de la liste d'aptitude

L'ouvrier qui renonce à son emploi après l'avoir accepté ou qui, sans motif justifié, n'entre pas en fonctions à la date fixée ou abandonne ses fonctions est radié de la liste d'aptitude pour toute la durée de validité de celle-ci, et ce, par acte du dirigeant de la structure compétente du Département du Corps forestier de la Vallée d'Aoste et des ressources naturelles (Commandant) de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles.

Art. 10

Recrutement

1. L'Administration régionale procède aux recrutements dans l'ordre de la liste d'aptitude unique (mise à jour et valable jusqu'au 1^{er} mai 2019) et compte tenu des besoins en ouvriers simples des chantiers forestiers nécessaires au sens des LR n° 44/1989 et n° 67/1992.
2. L'Administration régionale se réserve la faculté de procéder aux recrutements uniquement après l'attribution, par les organes régionaux compétents, des ressources financières prévues et après la constatation du respect des dispositions en vigueur en matière de finances locales et de recrutements ; il s'ensuit que la Région n'est pas tenue de recruter les aspirants ouvriers figurant en rang utile sur la liste d'aptitude, tout recrutement étant subordonné à l'obtention des autorisations financières prévues par la loi.

Art. 11

Contrôle du contenu des déclarations

1. L'Administration régionale effectue les contrôles nécessaires afin de s'assurer de la véracité des déclarations sur l'honneur et obtient d'office les données y afférentes auprès des administrations publiques et des gestionnaires des services publics qui les possèdent, aux termes de l'art. 15 de la loi n° 183 du 12 novembre 2011.
2. Au cas où la non-véracité d'une déclaration serait constatée lors d'un contrôle, l'intéressé déchoit des bénéfices éventuellement obtenus à la suite de l'acte pris sur la base de ladite déclaration, aux termes de l'art. 33 de la LR n° 19/2007 et sans préjudice des sanctions visées à l'art. 76 du DPR n° 445/2000.

Art. 12

Droit d'accès

À l'issue de la procédure de sélection, tout candidat a la faculté de consulter les données qui le concernent, aux termes et suivant les modalités de l'art. 43 de la LR n° 19/2007.

Art. 13

Dispositions applicables

Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent avis, il est fait application des dispositions en matière de recrutement visées à la convention collective nationale de travail des ouvriers simples chargés des travaux d'aménagement hydraulique et forestier et aux conventions complémentaires régionales, ainsi que des dispositions des LR n° 44/1989 et n° 67/1992 relatives au recrutement desdits ouvriers.

Art. 14

Protection des données à caractère personnel

Aux termes de l'art. 13 du décret législatif n° 196 du 30 juin 2003, il y a lieu de préciser ce qui suit :

- a) Le titulaire du traitement des données est la Région, en la personne du dirigeant de la structure compétente du Département du Corps forestier de la Vallée d'Aoste et des ressources naturelles (Commandant) de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles ;
- b) Les données communiquées par les candidats sont utilisées uniquement aux fins prévues par le présent avis (gestion de la sélection, recrutement, passation et gestion du contrat de travail) ;
- c) Les données à caractère personnel sont traitées sur support papier ou informatique ; des mesures de sécurité sont adoptées afin que soient évités l'utilisation illégale ou incorrecte desdites données, ainsi que l'accès auxdites données par des personnes non autorisées ;
- d) La communication des données requises est facultative ; cependant, tout refus de communication entraîne l'exclusion de la sélection ou le non-recrutement ;
- e) Les données peuvent être communiquées aux personnes et aux catégories indiquées ci-après :
 - les personnels de la Région chargés des procédures relatives au déroulement de la sélection, au recrutement, ainsi qu'à la passation et à la gestion du contrat de travail ;
 - les membres des jurys ;
 - les collectivités et organismes publics autres que la Région, lorsqu'une disposition législative ou réglementaire le prévoit ou que la communication est nécessaire pour l'accomplissement de fonctions institutionnelles ; en cette occurrence, le garant doit être préalablement informé, au sens de l'art. 39 du décret législatif n° 196/2003 ;
- f) Une partie des données communiquées est diffusée lors de la publication de la liste d'aptitude ;
- g) L'intéressé peut exercer les droits visés à l'art. 7 du décret législatif n° 196/2003.

Art. 15

Renseignements supplémentaires

Pour tout renseignement supplémentaire, les intéressés peuvent s'adresser au secrétariat du Département du Corps forestier de la Vallée d'Aoste et des ressources naturelles (Commandant) de l'Assessorat de l'agriculture et des ressources naturelles, situé à Quart – 127/A, Région Amérique, du lundi au vendredi de 9 h à 14 h (tél. 01 65 77 62 07 – 01 65 77 63 14 ; site internet www.regione.vda.it ; courriel : risorse_naturali@regione.vda.it).

Le coordinateur,
Flavio VERTUI

**ASSESSORATO
AGRICOLTURA
E RISORSE NATURALI**

**ASSESSORAT
DE L'AGRICULTURE
ET DES RESSOURCES NATURELLES**

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale profilo di aiuto vivaista da assegnare ai vivai e/o giardini alpini - con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni del personale con profilo di aiuto vivaista con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni di aiuto vivaista con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura dei vivai e/o dei giardini alpini.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);

- f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di aiuto vivaista con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura dei vivai e/o dei giardini alpini, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell'Amministrazione regionale nel corso dell'anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5

4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75
8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Patentino fitosanitario (certificato di abilitazione all'acquisto e utilizzo di prodotti fitosanitari).	1,5
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di trattori agricoli o forestali, previsto dall'allegato VII dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, sul documento, Allegato a), concernente l'individuazione delle attrezzature di lavoro per le quali è richiesta una specifica abilitazione degli operatori, nonché le modalità per il riconoscimento di tale abilitazione, i soggetti formatori, la durata, gli indirizzi ed i requisiti minimi di validità della formazione, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1,5
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di gru per autocarro, previsto dall'allegato IV dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di carrelli elevatori semoventi con conducente a bordo, previsto dall'allegato VI dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a quattro.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestatore attività di lavoro dipendente con mansioni di aiuto vivaista con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansioni ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura dei vivai e/o dei giardini alpini.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di aiuto vivaista con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura dei vivai e/o dei giardini alpini, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimo-no il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti con profilo professionale di aiuto vivaista con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico- agraria, da assegnare alla cura dei vivai

e/o dei giardini alpini, e ne risconterà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego del personale con profilo professionale di aiuto vivaista con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale qualificato.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:

- a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
- b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
- c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
- d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
- e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
- f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
- g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni degli operai con qualifica "qualificato" 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato di 2° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
 - f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;

- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico- forestale “qualificato” di 2° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati, presso l’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell’Amministrazione regionale nel corso dell’anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75

8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Patentino fitosanitario (certificato di abilitazione all'acquisto e utilizzo di prodotti fitosanitari).	1,5
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di trattori agricoli o forestali, previsto dall'allegato VII dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, sul documento, Allegato a), concernente l'individuazione delle attrezzature di lavoro per le quali è richiesta una specifica abilitazione degli operatori, nonché le modalità per il riconoscimento di tale abilitazione, i soggetti formatori, la durata, gli indirizzi ed i requisiti minimi di validità della formazione, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1,5
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di gru per autocarro, previsto dall'allegato IV dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di carrelli elevatori semoventi con conducente a bordo, previsto dall'allegato VI dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a quattro.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato di 2° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansioni ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico-forestale “qualificato” di 2° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimo-no il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti operai qualificati - 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei percorsi

attrezzati, e ne risconterà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego degli operai qualificati - 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale qualificato.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
 - a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni degli operai con qualifica "qualificato super" 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato super di 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
 - f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;

- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico- forestale “qualificato super” di 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell'Amministrazione regionale nel corso dell'anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75

8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Patentino fitosanitario (certificato di abilitazione all'acquisto e utilizzo di prodotti fitosanitari).	1,5
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di trattori agricoli o forestali, previsto dall'allegato VII dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, sul documento, Allegato a), concernente l'individuazione delle attrezzature di lavoro per le quali è richiesta una specifica abilitazione degli operatori, nonché le modalità per il riconoscimento di tale abilitazione, i soggetti formatori, la durata, gli indirizzi ed i requisiti minimi di validità della formazione, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1,5
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di gru per autocarro, previsto dall'allegato IV dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di carrelli elevatori semoventi con conducente a bordo, previsto dall'allegato VI dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a quattro.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato super di 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico-forestale “qualificato super” di 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura del verde pubblico, della gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimo-no il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti operai qualificati super - 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei

percorsi attrezzati, e ne risconterà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego degli operai qualificati super - 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura del verde pubblico, alla gestione delle aree naturali e dei percorsi attrezzati.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale qualificato super.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
 - a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale - profilo di bûcheron (operatore boschivo) - con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, idraulico-forestale per i cantieri di lavoro per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni del personale con profilo professionale di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale "qualificato super" 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni di bûcheron (operatore boschivo) con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo operatore boschivo – bûcheron.
2. Il candidato, per la partecipazione alla procedura selettiva, oltre al requisito previsto al punto precedente dovrà obbligatoriamente essere in possesso dell'attestato di partecipazione al corso di formazione professionale Bûcheron - operatore boschivo - formazione al lavoro in bosco (abbattimento piante, esbosco del legname con argani e trattore forestale) svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica.
3. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;

- e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
- f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
4. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale "qualificato super" 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell'Amministrazione regionale nel corso dell'anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25

2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75
8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di trattori agricoli o forestali, previsto dall'allegato VII dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, sul documento, Allegato a), concernente l'individuazione delle attrezzature di lavoro per le quali è richiesta una specifica abilitazione degli operatori, nonché le modalità per il riconoscimento di tale abilitazione, i soggetti formatori, la durata, gli indirizzi ed i requisiti minimi di validità della formazione, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	3
Corso di aggiornamento per esbosco con trattore forestale svolto presso l'Assessorato Agricoltura, Risorse Naturali Dipartimento Risorse Naturali, Corpo Forestale - Direzione foreste e infrastrutture della Regione Autonoma della Valle d'Aosta	2
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO A – lavoro in sospensione in siti naturali o artificiali ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, regione e province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO B – lavoro in sospensione per l'accesso e l'attività lavorativa sugli alberi ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, regione e province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota.	1
Corso di formazione per gli addetti antincendio boschivo per le squadre AIB	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a due.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4
Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76

del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestatore attività di lavoro dipendente con mansioni di bûcheron (operatore boschivo) con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo operatore boschivo – bûcheron.
- m) l'attestato di frequenza e profitto del corso di formazione professionale Bûcheron - operatore boschivo- formazione al lavoro in bosco (abbattimento piante, esbosco del legname con argani e trattore forestale) svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta o l'attestato di frequenza e profitto ad altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica, e per questi ultimi l'indicazione dell'Amministrazione presso il quale è stato conseguito, nonché l'anno di conseguimento;

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- n) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con profilo di Bûcheron con qualifica di operaio “qualificato super” 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- o) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- p) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- q) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- r) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- s) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni inerenti l'attestato di frequenza e profitto ad altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica nel caso previsto dalla lettera m) e le certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera q), esimono il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.

2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.
3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), l) e m) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellerà gli aspiranti addetti con profilo professionale di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale “qualificato super” 3° livello ai sensi del

contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, e ne risconterà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67, per l'impiego del personale con profilo professionale di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale "qualificato super" 3° livello ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale qualificato super.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
- a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www. regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale - profilo di bûcheron (operatore boschivo) - con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, idraulico-forestale per i cantieri di lavoro per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni del personale con profilo professionale di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale "specializzato" 4° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni di bûcheron (operatore boschivo) con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo operatore boschivo – bûcheron.
2. Il candidato, per la partecipazione alla procedura selettiva, oltre al requisito previsto al punto precedente dovrà obbligatoriamente essere in possesso dell'attestato di partecipazione al corso di formazione professionale Bûcheron - operatore boschivo - formazione al lavoro in bosco (abbattimento piante, esbosco del legname con argani e trattore forestale) svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica.
3. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;

- e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
- f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
4. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale "specializzato" 4° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell'Amministrazione regionale nel corso dell'anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5

4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75
8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di trattori agricoli o forestali, previsto dall'allegato VII dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, sul documento, Allegato a), concernente l'individuazione delle attrezzature di lavoro per le quali è richiesta una specifica abilitazione degli operatori, nonché le modalità per il riconoscimento di tale abilitazione, i soggetti formatori, la durata, gli indirizzi ed i requisiti minimi di validità della formazione, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	3
Corso di aggiornamento per esbosco con trattore forestale svolto presso l'Assessorato Agricoltura, Risorse Naturali Dipartimento Risorse Naturali, Corpo Forestale - Direzione foreste e infrastrutture della Regione Autonoma della Valle d'Aosta	2
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO A – lavoro in sospensione in siti naturali o artificiali ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, regione e province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO B – lavoro in sospensione per l'accesso e l'attività lavorativa sugli alberi ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, regione e province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota.	1
Corso di formazione per gli addetti antincendio boschivo per le squadre AIB	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a due.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:

- a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
- a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestatore attività di lavoro dipendente con mansioni di bûcheron (operatore boschivo) con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo operatore boschivo – bûcheron.
- m) l'attestato di frequenza e profitto del corso di formazione professionale Bûcheron - operatore boschivo- formazione al lavoro in bosco (abbattimento piante, esbosco del legname con argani e trattore forestale) svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta o l'attestato di frequenza e profitto ad altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica, e per questi ultimi l'indicazione dell'Amministrazione presso il quale è stato conseguito, nonché l'anno di conseguimento;

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- n) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con profilo di Bûcheron con qualifica di operaio "spe-

cializzato” 4° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;

- o) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- p) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o altra Amministrazione pubblica;
- q) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- r) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- s) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni inerenti l'attestato di frequenza e profitto ad altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica nel caso previsto dalla lettera m) e le certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera q), esimono il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), l) e m) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellerà gli aspiranti addetti con profilo professionale di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale "specializzato" 4° livello ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, e

ne riscontrerà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67, per l'impiego del personale con profilo professionale di bûcheron con qualifica di operaio idraulico-forestale "specializzato" 4° livello ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale specializzato.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
 - a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale con qualifica di operaio "qualificato" 2° livello, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni degli operai con qualifica "qualificato" 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato di 2° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito dei lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
 - f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
 - g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la norma-

tiva vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.

3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico- forestale “qualificato” di 2° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, presso l’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell’Amministrazione regionale nel corso dell’anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75

8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per l'abbattimento di alberi di piccole/medie dimensioni in situazioni ordinarie della durata di h 78 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	3
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Corso formazione per lavoratori e preposti addetti al montaggio/smontaggio/trasformazione di ponteggi – Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO A – lavoro in sospensione in siti naturali o artificiali ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO B – lavoro in sospensione per l'accesso e l'attività lavorativa sugli alberi ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso di formazione per gli addetti antincendio boschivo per le squadre AIB	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a due.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestatore attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato di 2° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansioni ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito dei lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico-forestale “qualificato” di 2° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimo-no il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti operai qualificati - 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico- forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, e

ne riscontrerà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego degli operai qualificati - 2° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale qualificato.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
 - a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni degli operai con qualifica "qualificato super" 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato super di 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito dei lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
 - f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;

- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico- forestale “qualificato super” di 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, presso l’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell’Amministrazione regionale nel corso dell’anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75

8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per l'abbattimento di alberi di piccole/medie dimensioni in situazioni ordinarie della durata di h 78 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	3
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Corso formazione per lavoratori e preposti addetti al montaggio/smontaggio/trasformazione di ponteggi – Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO A – lavoro in sospensione in siti naturali o artificiali ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO B – lavoro in sospensione per l'accesso e l'attività lavorativa sugli alberi ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso di formazione per gli addetti antincendio boschivo per le squadre AIB	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a due.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio qualificato super di 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito dei lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico-forestale “qualificato super” di 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimo-no il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti operai qualificati super - 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali,

e ne risconterà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego degli operai qualificati super - 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale qualificato super.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
 - a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni degli operai con qualifica "specializzato" 4° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio specializzato di 4° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito dei lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
 - f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
 - g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la norma-

tiva vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.

3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.

2. Danno titolo a punteggio:

- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico- forestale “specializzato” di 4° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, presso l’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell’Amministrazione regionale nel corso dell’anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75

8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per l'abbattimento di alberi di piccole/medie dimensioni in situazioni ordinarie della durata di h 78 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	3
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Corso formazione per lavoratori e preposti addetti al montaggio/smontaggio/trasformazione di ponteggi – Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO A – lavoro in sospensione in siti naturali o artificiali ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso formazione per lavoratori addetti ai sistemi di accesso e posizionamento funi – MODULO B – lavoro in sospensione per l'accesso e l'attività lavorativa sugli alberi ai sensi dell'Allegato XXI Accordo Stato, Regione e Province autonome sui corsi di formazione per lavoratori addetti a lavori in quota	1
Corso di formazione per gli addetti antincendio boschivo per le squadre AIB	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a due.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestato attività di lavoro dipendente con mansioni corrispondenti alla qualifica di operaio specializzato di 4° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansioni ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito dei lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con qualifica di operaio idraulico-forestale “specializzato” di 4° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimono il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti operai specializzati - 4° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali, e

ne riscontrerà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego degli operai specializzati - 4° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare ai lavori di sistemazione montana, sentieristica e costruzioni forestali.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale specializzato.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:

- a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
- b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
- c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
- d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
- e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
- f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
- g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale profilo di vivaista da assegnare ai vivai e/o giardini alpini - con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni del personale con profilo di vivaista con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura dei vivai e/o dei giardini alpini.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
 - f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;

- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio “qualificato super” 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura dei vivai e/o dei giardini alpini, presso l’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell’Amministrazione regionale nel corso dell’anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell’Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell’anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75

8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Patentino fitosanitario (certificato di abilitazione all'acquisto e utilizzo di prodotti fitosanitari).	1,5
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di trattori agricoli o forestali, previsto dall'allegato VII dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, sul documento, Allegato a), concernente l'individuazione delle attrezzature di lavoro per le quali è richiesta una specifica abilitazione degli operatori, nonché le modalità per il riconoscimento di tale abilitazione, i soggetti formatori, la durata, gli indirizzi ed i requisiti minimi di validità della formazione, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1,5
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di gru per autocarro, previsto dall'allegato IV dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di carrelli elevatori semoventi con conducente a bordo, previsto dall'allegato VI dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a quattro.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestatore attività di lavoro dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura dei vivai e/o dei giardini alpini.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio “qualificato super” 3° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura dei vivai e/o dei giardini alpini, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimo-no il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti con profilo professionale di vivaista con qualifica di operaio “qualificato super” 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico- agraria, da assegnare alla cura dei vivai

e/o dei giardini alpini, e ne risconterà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego del personale con profilo professionale di vivaista con qualifica di operaio "qualificato super" 3° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale qualificato super.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
 - a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Avviso pubblico di selezione per titoli, ai sensi della l.r. del 22 dicembre 2017, n. 21, per l'assunzione di personale a tempo determinato stagionale profilo di vivaista da assegnare ai vivai e/o giardini alpini - con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, per i cantieri di lavoro, per l'esecuzione degli interventi di cui alla l.r. del 27 luglio 1989 n. 44 e l.r. 1 dicembre 1992 n. 67.

Art. 1

Trattamento economico

1. Le assunzioni del personale con profilo di vivaista con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini, saranno disposte con contratto di diritto privato a termine di tipo stagionale ai sensi della l.r. 44/1989 e della l.r. 67/1992 e con attribuzione delle mansioni, dello stato giuridico e del trattamento economico previsti, dal relativo contratto collettivo nazionale, nonché dai contratti integrativi regionali di lavoro.
2. Tutti gli emolumenti sono soggetti alle ritenute di legge previdenziali, assistenziali ed erariali.

Art. 2

Requisiti generali di partecipazione ai fini dell'assunzione

1. Per la partecipazione alla procedura selettiva, in relazione alla precedente esperienza lavorativa, è richiesto a pena di esclusione in alternativa, il requisito:
 - di aver precedentemente prestato attività di lavoro dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - di aver precedentemente svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura dei vivai e/o dei giardini alpini.
2. Il candidato deve, inoltre, possedere i seguenti requisiti:
 - a) con riguardo alla cittadinanza, essere in una delle seguenti condizioni:
 - cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea;
 - familiare di un cittadino italiano o di uno degli Stati membri dell'Unione Europea, non avente la cittadinanza di uno Stato membro, titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente;
 - cittadino di Paesi terzi titolare del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo o titolare dello status di rifugiato ovvero dello status di protezione sussidiaria;
 - b) aver raggiunto il 18° anno di età;
 - c) avere l'idoneità fisica alle mansioni richieste per il profilo di cui trattasi, da valutarsi previa visita medica preassuntiva, ai sensi del d.lgs. 81/2008, per i vincitori della procedura selettiva e per i candidati eventualmente chiamati ad assumere servizio;
 - d) non essere escluso dall'elettorato politico attivo;
 - e) essere in posizione regolare nei riguardi dell'obbligo di leva, per i soli cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31/12/1985);
 - f) non essere stato destituito o dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;

- g) non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione.
3. I requisiti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione della domanda di partecipazione (7 marzo 2018), nonché al momento della stipulazione del contratto.

Art. 3

Criteria di selezione e di formazione della graduatoria

1. Le assunzioni sono effettuate sulla base delle domande presentate dai candidati, in esito alla presente procedura selettiva, previa formazione della graduatoria che tenga conto dei seguenti requisiti.
2. Danno titolo a punteggio:
- a) Esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura dei vivai e/o dei giardini alpini, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati / lavoratore autonomo
1 stagione	1	0,5
2-3 stagioni	2	1
4-5 stagioni	3	1,5
6-7 stagioni	4	1,5
8-9 stagioni	5	1,5
10-14 stagioni	6	1,5
15-20 stagioni	8	1,5
Oltre 20 Stagioni	10	1,5

Ulteriore valutazione	Punteggio
Aver prestato la propria attività nei cantieri forestali dell'Amministrazione regionale nel corso dell'anno 2017 (l.r. 44/1989)	5

- b) Ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale, con attribuzione dei seguenti punteggi rapportati alle stagioni lavorate. Ai fini della maturazione del punteggio previsto una stagione potrà considerarsi valida se il candidato nell'anno solare di riferimento avrà svolto almeno n. 51 giornate di lavoro effettivo:

Precedenti esperienze lavorative	Amministrazione regionale / enti comparto unico / Società di servizi S.p.A.	Altri datori di lavoro pubblici o privati
1 stagione	0,5	0,25
2-3 stagioni	1	0,5
4-5 stagioni	1,5	0,75
6-7 stagioni	2	0,75

8-9 stagioni	2,5	0,75
10-14 stagioni	3	0,75
15-20 stagioni	4	0,75
Oltre 20 Stagioni	5	0,75

c) Corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale, o da altri enti o da privati secondo i seguenti punteggi:

Corsi sicurezza	Punteggio
Corso Preposto "alle attività di cantiere" - Allegato A dell'Accordo rep. Atti n. 221/CSR del 21 dicembre 2011, tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano	3
Corso di sicurezza antincendio ai sensi dell'allegato IX - corsi di formazione per addetti alla prevenzione incendi, lotta antincendio e gestione delle emergenze, in relazione al livello di rischio dell'attività del D.M. 10.03.1998	1
Corso primo soccorso ai sensi del Decreto Ministeriale del 15 luglio 2003, n. 388 - Regolamento recante disposizioni sul pronto soccorso aziendale, in attuazione dell'articolo 15, comma 3, del decreto legislativo 19 settembre 1994, n. 626, e successive modificazioni.	1
Corsi tecnici	
Patentino fitosanitario (certificato di abilitazione all'acquisto e utilizzo di prodotti fitosanitari).	1,5
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di trattori agricoli o forestali, previsto dall'allegato VII dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, sul documento, Allegato a), concernente l'individuazione delle attrezzature di lavoro per le quali è richiesta una specifica abilitazione degli operatori, nonché le modalità per il riconoscimento di tale abilitazione, i soggetti formatori, la durata, gli indirizzi ed i requisiti minimi di validità della formazione, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1,5
Attestato di frequenza e profitto corso uso motosega per operazioni di sramatura e sezionatura (senza abilitazione all'abbattimento) della durata di h 24 o superiore, svolto presso la Struttura forestazione e sentieristica della Regione Autonoma Valle d'Aosta con attestato di frequenza e profitto od altri corsi equiparati ai sensi del P.D. n. 177 del 24.01.2014 dell'Assessorato Agricoltura e risorse naturali – Dipartimento risorse naturali e corpo forestale – Struttura Forestazione e Sentieristica	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di gru per autocarro, previsto dall'allegato IV dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Attestato di abilitazione conseguito a seguito del superamento del corso di formazione teorico-pratico per lavoratori addetti alla conduzione di carrelli elevatori semoventi con conducente a bordo, previsto dall'allegato VI dell'Accordo, rep atti n. 53/CSR del 22 febbraio 2012. tra il Governo, le Regioni e le Province autonome di Trento e Bolzano, in attuazione dell'art. 73, co. 5 del D.lgs 81/2008.	1
Altri corsi (da valutare per ogni corso), per una valutazione massima di corsi ulteriori e differenti pari a quattro.	1

3. Per i provvedimenti disciplinari, superiori al rimprovero verbale, applicati nei due anni precedenti la selezione, saranno disposte le seguenti decurtazioni:

Penalizzazione disciplinare	Punti
Per ogni rimprovero scritto	-5
Per ogni multa	-7
Per ogni sospensione	-10

4. Costituiscono titoli che danno luogo a preferenza, quelli indicati al successivo Art. 4 del bando.

Art. 4

Titoli che danno luogo a preferenza

1. Agli effetti della formazione della graduatoria, in caso di parità di merito i titoli di preferenza sono:
 - a) gli insigniti di medaglia al valore militare;
 - b) i mutilati ed invalidi di guerra ex combattenti;
 - c) i mutilati ed invalidi per fatto di guerra;
 - d) i mutilati ed invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - e) gli orfani di guerra;
 - f) gli orfani di caduti per fatto di guerra;
 - g) gli orfani di caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - h) i feriti in combattimento;
 - i) gli insigniti di croce di guerra o di altra attestazione di merito di guerra, nonché i capi di famiglia numerosa;
 - j) i figli dei mutilati e degli invalidi di guerra ex combattenti;
 - k) i figli dei mutilati e degli invalidi per fatto di guerra;
 - l) i figli dei mutilati e degli invalidi per servizio nel settore pubblico e privato;
 - m) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti in guerra;
 - n) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per fatto di guerra;
 - o) i genitori ed i vedovi non risposati e le sorelle ed i fratelli vedovi o non sposati dei caduti per servizio nel settore pubblico e privato;
 - p) coloro che abbiano prestato servizio militare come combattenti;
 - q) i coniugati e i non coniugati con riguardo al numero dei figli a carico;
 - r) gli invalidi ed i mutilati civili;
 - s) i militari volontari delle Forze armate congedati senza demerito al termine della ferma o rafferma.
2. In armonia con quanto previsto dall'art. 38, comma 3, della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 4 (Statuto speciale per la Valle d'Aosta), a parità di merito, di merito e di titoli, o di titoli di preferenza di cui al precedente comma, sono preferiti:
 - a) i residenti in Valle d'Aosta dalla nascita, gli emigrati valdostani ed i figli degli emigrati valdostani;
 - b) i residenti in Valle d'Aosta da almeno dieci anni.
3. Ad ulteriore parità di merito è preferito il candidato più giovane di età, ai sensi dell'art. 3, comma 7, della legge 15 maggio 1997, n. 127.

Art. 5

Dichiarazioni da formulare nella domanda

1. Il candidato nella domanda deve dichiarare, sotto la propria personale responsabilità, ai sensi della legge regionale 6 agosto 2007, n. 19 e s.m.i. e consapevole delle sanzioni previste dall'art. 39, comma 1, della citata legge, nonché dall'art. 76 del d.p.r. 445/2000 e s.m.i., per le ipotesi di falsità in atti, di uso di atti falsi e di dichiarazioni mendaci:

ANAGRAFICA

- a) il cognome, il nome, la data e il luogo di nascita;
- b) il codice fiscale;
- c) la residenza e, ove differente, il recapito cui devono essere inviate le comunicazioni relative alla procedura concorsuale;
- d) i recapiti telefonici a cui dovranno pervenire le comunicazioni indicate al successivo art. 9, l'indirizzo email o PEC (la casella PEC deve essere strettamente personale);
- e) gli estremi di un documento d'identità in corso di validità;

REQUISITI GENERICI

- f) il possesso della cittadinanza italiana ovvero l'appartenenza ad uno Stato membro dell'Unione Europea o, pur non essendo cittadino di uno Stato membro, di essere titolare del diritto di soggiorno o del diritto di soggiorno permanente e familiare di un cittadino italiano o di un cittadino di uno degli Stati membri dell'Unione Europea o titolare dello status di rifugiato o di protezione sussidiaria;
- g) il Comune di iscrizione nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime; per il cittadino non italiano, di godere dei diritti civili e politici nello Stato di appartenenza o di provenienza, ovvero i motivi che ne impediscono o limitano il godimento;
- h) di non avere riportato condanne penali o provvedimenti di prevenzione o altre misure che escludono, secondo la normativa vigente, la costituzione di un rapporto di impiego con una pubblica amministrazione. In caso contrario, devono essere specificate le condanne subite o i carichi pendenti;
- i) di non essere stato destituito, dispensato ovvero licenziato per motivi disciplinari dall'impiego presso una pubblica amministrazione;
- j) la posizione nei riguardi dell'obbligo di leva solo per i cittadini italiani soggetti a tale obbligo (candidati di sesso maschile nati entro il 31.12.1985);
- k) di aver raggiunto il 18° anno di età;

REQUISITI SPECIFICI

- l) di aver precedentemente, in alternativa:
 - prestatore attività di lavoro dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, o superiore, prevista dal contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, o con mansione ad essa equivalenti se previsti da contratti collettivi nazionali diversi;
 - svolto attività lavorativa nel settore agricolo-forestale come lavoratore autonomo nell'ambito della cura dei vivai e/o dei giardini alpini.

TITOLI CHE DANNO LUOGO A PUNTEGGIO

- m) le precedenti esperienze maturate quale lavoratore dipendente con mansioni di vivaista con qualifica di operaio “specializzato” 4° livello o superiore, ai sensi del contratto collettivo nazionale di categoria o con mansioni equivalenti a tali qualifiche, se previsti da contratti collettivi diversi, nel settore della cura dei vivai e/o dei giardini alpini, presso l'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati, o come lavoratore autonomo in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale, così come l'esperienza maturata come lavoratore autonomo;
- n) le precedenti ulteriori esperienze lavorative maturate, con profilo e qualifica diversi da quello oggetto di selezione, alle dipendenze dell'Amministrazione regionale o altri datori di lavoro pubblici o privati in ambito agricolo-forestale. Le esperienze maturate presso datori di lavoro privati dovranno essere comprovate tramite attestazione documentale;
- o) i corsi di formazione certificati dall'Amministrazione regionale o da altra Amministrazione pubblica;
- p) i corsi di formazione certificati da altri enti o da privati, da comprovare tramite allegazione dei relativi certificati;
- q) i provvedimenti disciplinari applicati nei due anni precedenti la selezione.

PREFERENZE

- r) i titoli che danno luogo a preferenza, di cui al precedente Art. 4 del bando.
2. Le dichiarazioni in merito al possesso dei requisiti di cui al comma 1, ad eccezione delle esperienze lavorative maturate presso privati o come lavoratore autonomo, delle certificazioni degli ulteriori corsi nel caso previsto alla lettera p), esimo-no il candidato dalla presentazione contestuale di qualsiasi documento, ai sensi della normativa vigente.

Art. 6

Pubblicità e trasparenza delle selezioni

- 1. La graduatoria sarà formata sulla base dei titoli posseduti dai candidati. La valutazione dei titoli sarà effettuata da una commissione esaminatrice composta da tecnici esperti nelle materie oggetto di valutazione e nello specifico nei settori delle sistemazioni montane, della flora e della fauna, delle aree protette e della forestazione e sentieristica, scelti di preferenza tra dirigenti e funzionari dell'ente che bandisce la procedura selettiva.
- 2. La graduatoria ha validità di anni tre decorrenti dalla data di approvazione della stessa, termine di scadenza oltre il quale l'Amministrazione regionale avrà la facoltà di procedere, mediante apposita procedura selettiva, all'aggiornamento della stessa.
- 3. L'esito della selezione verrà pubblicato sul sito dell'Amministrazione regionale entro 10 giorni dalla fine della selezione.

Art. 7

Presentazione della domanda – termine e modalità

- 1. La domanda di partecipazione alla procedura selettiva, sottoscritta dal richiedente e corredata di copia fotostatica del documento di identità:
 - a) deve essere redatta compilando il modulo che viene allegato al presente avviso. I moduli sono disponibili presso gli uffici del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali. I moduli sono altresì disponibili sul sito internet della regione: www.regione.vda.it, nella sezione risorse naturali;
 - b) deve pervenire all'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO) entro il giorno 7 marzo 2018.
- 2. La domanda, se presentata a mano nell'orario di apertura al pubblico (dal lunedì al venerdì dalle ore 9:00 alle ore 14:00) o tramite fax (0165/776234), deve pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

3. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata per posta normale, posta celere, posta prioritaria, sarà stabilita e comprovata dalla data indicata nella ricevuta sottoscritta dal personale addetto al ricevimento o dal timbro a data apposto a cura dell'ufficio protocollo del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali.
4. La data di acquisizione della domanda, se inoltrata a mezzo raccomandata, raccomandata con avviso di ricevimento, assicurata con avviso di ricevimento o posta celere con avviso di ricevimento sarà stabilita e comprovata dal timbro a data dell'Ufficio postale accettante.
5. La domanda, se inoltrata tramite Posta elettronica certificata (PEC), all'indirizzo: risorse_naturali@pec.regione.vda.it , ai sensi del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, dovrà pervenire entro le ore 14:00 del giorno 7 marzo 2018.

Art. 8

Ammissioni ed esclusioni dalla procedura selettiva

1. L'esclusione dalla procedura selettiva e conseguentemente dalla graduatoria è prevista nei seguenti casi:
 - a) mancato possesso dei requisiti di cui all'art. 2 del bando;
 - b) omissione nella domanda di partecipazione alla procedura selettiva delle dichiarazioni prescritte dall'art. 5, comma 1, lett. a), b), c), g), h), i), j), e l) del bando;
 - c) presentazione della domanda con modalità diversa da quella indicata nell'art. 7;
2. L'esclusione dalla procedura selettiva è comunicata al candidato mediante raccomandata con ricevuta di ritorno o consegna a mano.
3. La comunicazione dell'elenco dei candidati le cui domande presentate, a seguito di istruttoria, risultino incomplete o comunque caratterizzate da irregolarità sanabili per le quali si rendano necessarie integrazioni, con la specificazione delle integrazioni necessarie e la data entro la quale, pena l'esclusione dalla procedura selettiva, sanare le irregolarità, è pubblicata sul sito istituzionale www.regione.vda.it/risorsenaturali e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi. La data di pubblicazione all'albo notiziario della Regione ha valore di comunicazione diretta ai destinatari.
4. L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per la dispersione di comunicazioni afferenti alla procedura selettiva dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte del candidato oppure da mancata o tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda di partecipazione né per eventuali ritardi dovuti a disguidi postali o telematici o comunque imputabili a fatto di terzi, a caso fortuito o forza maggiore.

Art. 9

Graduatoria di merito e modalità di interpello ai fini dell'assunzione

1. Il punteggio finale utile alla stesura della graduatoria è dato dalla somma delle valutazioni ottenute dai candidati secondo i criteri indicati nel dettaglio all'art. 3, all'esito della valutazione espressa dalle Commissioni composte ai sensi dell'art. 6. Il dirigente della struttura competente, con proprio atto, approva le graduatorie di merito che sono pubblicate sul sito istituzionale e nel Bollettino ufficiale della Regione, e affisse all'Albo dell'Amministrazione regionale per quindici giorni consecutivi.
2. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria approvata all'esito della presente procedura selettiva, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo).
3. Il Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, previo scorrimento della graduatoria approvata, interpellierà gli aspiranti con profilo professionale di vivaista con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico- agraria, da assegnare alla cura dei vivai

e/o dei giardini alpini, e ne risconterà la disponibilità o meno ad accettare la proposta di assunzione mediante l'utilizzo dei recapiti indicati dagli aspiranti al momento della presentazione della domanda. Di tali comunicazioni, sotto qualsiasi modalità effettuata, sarà predisposta apposita conservazione.

4. La comunicazione concernente la proposta di assunzione deve contenere i dati essenziali relativi al contratto di lavoro, la data di inizio, la durata, l'orario di prestazione settimanale ed il termine tassativo di 24 h entro cui deve avvenire il riscontro.
5. L'uso del mezzo telefonico, sia fisso che mobile deve assumere la forma del fonogramma da registrare agli atti dell'ufficio che si occuperà delle assunzioni, con l'indicazione del giorno e dell'ora della comunicazione, del nominativo di chi l'effettua e della persona che abbia dato risposta o l'annotazione della mancata risposta.
6. In caso di mancata risposta telefonica a seguito del primo contatto, la proposta di assunzione verrà, ove possibile, inoltrata con SMS con avviso di ricevimento con invito a contattare l'ufficio che si occupa delle assunzioni, indicando il relativo numero di telefono da contattare entro le 24 h dal ricevimento del messaggio. A decorrere dalle 24 h dal mancato contatto o dalla mancata risposta, si procederà allo scorrimento del nominativo di seguito presente nella graduatoria.
7. In caso di mancata accettazione della chiamata per la stagione lavorativa in corso il candidato non verrà più ricontattato, ma conserverà il diritto alla chiamata, secondo l'ordine di permanenza e collocazione nella graduatoria unica, per la stagione successiva a quella in cui ha manifestato il rifiuto o non ha provveduto a rispondere tempestivamente alla chiamata.

Art. 10

Decadenza dalla graduatoria

1. Per il candidato che rinunci all'incarico dopo l'accettazione o che, senza giustificato e comprovato motivo, non abbia assunto servizio alla data stabilita, o abbia abbandonato l'incarico verrà disposta, a seguito di provvedimento del dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, la decadenza dalla graduatoria da cui si è attinto per tutta la durata di validità della stessa.
2. La rinuncia alla proposta di assunzione formulata dall'ente, per due stagioni lavorative consecutive determina la decadenza dalla graduatoria e la conseguente cancellazione dalla medesima del candidato.

Art. 11

Assunzione

1. L'assunzione sarà effettuata dall'Amministrazione regionale secondo l'ordine della graduatoria, in relazione alle esigenze di attivazione dei cantieri forestali di cui alle leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 e 1° dicembre 1992, n. 67 per l'impiego del personale con profilo professionale di vivaista con qualifica di operaio "specializzato" 4° livello, ai sensi del contratto collettivo nazionale di lavoro per gli addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale e idraulico-agraria, da assegnare alla cura dei vivai e/o dei giardini alpini.
2. L'Amministrazione regionale si riserva, in ogni caso, di procedere all'assunzione del personale oggetto di selezione, soltanto a seguito dell'avvenuta assegnazione, da parte dei competenti organi regionali delle risorse finanziarie previste, nonché della verifica del rispetto delle disposizioni vigenti in materia di finanza locale e assunzioni, e pertanto la collocazione in posizione utile nella graduatoria della presente procedura selettiva non costituisce obbligo per la Regione all'assunzione che resta subordinata all'ottenimento delle autorizzazioni finanziarie previste dalla legge.

Art. 12

Controlli sul contenuto delle dichiarazioni sostitutive

1. L'Amministrazione regionale può procedere ad effettuare i debiti controlli sulla veridicità delle dichiarazioni sostitutive acquisendo d'ufficio i relativi dati presso l'Amministrazione pubblica e i gestori di pubblici servizi che li detengono, ai sensi dell'art. 15 della legge 12 novembre 2011, n. 183.
2. Qualora dal controllo emerga la non veridicità del contenuto delle dichiarazioni il candidato, oltre a rispondere ai sensi dell'art. 76 del d.p.r. 445/2000, decade dai benefici eventualmente conseguenti al provvedimento emanato sulla base della dichiarazione non veritiera, ai sensi dell'art. 33, l.r. 6 agosto 2007 n. 19.

Art. 13
Diritto d'accesso

Il candidato ha facoltà di esercitare il diritto di accesso agli atti della procedura selettiva, alla conclusione del procedimento concorsuale, ai sensi dell'art. 43, l.r. 19/2007, con le modalità ivi previste.

Art. 14
Norme applicabili

Per quanto non previsto dal presente bando, si applicano le norme previste per l'assunzione in servizio del personale con contratto collettivo nazionale per gli operai addetti ai lavori di sistemazione idraulico-forestale, nonché i contratti integrativi regionali, nonché le leggi regionali 27 luglio 1989, n. 44 (Norme concernenti i cantieri forestali. Lo stato giuridico e il trattamento economico dei relativi addetti) e 1° dicembre 1992, n. 67 (interventi in materia di sistemazioni idraulico-forestali e difesa del suolo) per l'impiego del personale con qualifica di operaio-idraulico forestale specializzato.

Art. 15
Informativa sulla privacy

1. Ai sensi dell'articolo 13 del d.lgs. 196/2003, si informa che:
 - a) il titolare del trattamento è l'Amministrazione regionale nella persona del Dirigente della struttura competente del Dipartimento Corpo Forestale della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali;
 - b) i dati conferiti dai concorrenti sono trattati esclusivamente per le finalità previste dal presente bando (gestione della procedura selettiva, assunzione in servizio, stipulazione e gestione del contratto di lavoro);
 - c) le modalità di trattamento dei dati personali sono effettuate attraverso supporti cartacei e strumenti informatici. Specifiche misure di sicurezza sono adottate per evitare usi illeciti o non corretti ed accessi non autorizzati;
 - d) il conferimento dei dati ha natura facoltativa, fermo restando che la mancata produzione degli stessi comporterà l'esclusione dalla procedura selettiva o la mancata assunzione;
 - e) i soggetti o le categorie di soggetti ai quali i dati possono essere comunicati sono:
 - il personale dell'Amministrazione, responsabile dei procedimenti finalizzati all'espletamento della procedura selettiva, all'assunzione, alla stipulazione e gestione del contratto di lavoro;
 - i componenti delle commissioni esaminatrici;
 - altri soggetti pubblici, in presenza di una norma di legge o regolamento ovvero quando tale comunicazione sia necessaria per lo svolgimento di funzioni istituzionali, previa comunicazione al Garante (art. 39, d.lgs. 196/2003);
 - f) parte dei dati conferiti saranno diffusi mediante la pubblicazione dell'elenco dei candidati idonei;
 - g) l'interessato può esercitare i diritti di cui all'art. 7 del d.lgs. 196/2003.

Art. 16
Informazioni varie

Per informazioni è possibile rivolgersi all'Ufficio segreteria della struttura Dipartimento Corpo Forestale della Regione Autonoma della Valle d'Aosta e risorse naturali – Comandante - dell'Assessorato agricoltura e risorse naturali, sito in Località Amérique, 127/A – Quart (AO), dal lunedì al venerdì dalle ore 9,00 alle ore 14,00 (tel . 0165/77.6207 - 0165/77.6314; www.regione.vda.it; risorse_naturali@regione.vda.it) .

Il Coordinatore
Flavio VERTUI

N.d.R.: Il testo francese del presente avviso di selezione sarà pubblicato successivamente.

Casa di riposo J.B. FESTAZ. Errata corrige.

Bando di concorso, per titoli ed esami, per l'assunzione a tempo indeterminato a tempo pieno di n. 9 operatori specializzati (Cat. B Pos. B2) nel profilo di operatore specializzato (mansione operatore socio-sanitario) della Valle d'Aosta del 13 dicembre 2010 nell'ambito degli organici dell'A.P.S.P. "Casa di riposo J.B. FESTAZ". (Pubblicato nel Bollettino ufficiale n. 4 del 23 gennaio 2018).

IL DIRETTORE

rende noto

- che sul bando di concorso di cui all'oggetto pubblicato sul sito istituzionale dell'A.P.S.P. Casa di Riposo J.B. Festaz all'indirizzo www.casadiriposojbfestaz.it non è stata erroneamente indicata all'art. 5 comma 1) la riserva di posti a favore dei volontari delle FF.AA;
- che, per quanto sopra, con determinazione n. 22 del 01/02/2018 è stato modificato l'art. 5 comma 1) del bando di concorso:
 - 1) Ai sensi dell'art. 1014, comma 3 e 4, e dell'art. 678, comma 9, del D.lgs. 66/2010, essendosi determinato un cumulo di frazioni di riserva superiore all'unità, n. 1 posto in concorso è riservato prioritariamente ai volontari delle FF.AA. Nel caso non vi siano candidati idonei appartenenti ad anzidetta categoria i posti saranno assegnati ad altri candidati utilmente collocati in graduatoria.

Aosta, 1 febbraio 2018.

Il Direttore
Piera JORRIOZ

N.D.R.: La traduzione del presente atto è stata redatta a cura dell'inserzionista

Maison de repos J.B. FESTAZ. Errata.

Avis de concours externe, sur titres et épreuves, pour le recrutement sous contrat à durée indéterminée et à plein temps de 9 employés spécialisés (OSS) – catégorie B position B2 du T.U.D.C. de la Vallée d'Aoste du 13/12/2010 a affecter dans l'équipement organique de L'A.P.S.P. Maison de repos J.B. FESTAZ. (Publié au Bulletin officiel n° 4 du 23 janvier 2018).

LE DIRECTEUR

informe

- que dans l'avis de concours ci-dessus mentionné, publié sur le site web de l'APSP Casa di Riposo J.B. Festaz à l'adresse www.casadiriposojbfestaz.it, on n'a pas indiqué, par erreur, à l'art. 5 alinéa 1) la réservation de places en faveur des bénévoles des FF.AA;
- et que, comme indiqué ci-dessus, par la détermination n. 22 du 01/02/2018, l'art. 5 alinéa 1) de l'avis de concours a été ainsi modifié :
 - 1) Au terme de l'art. 1014, alinéa 3 et 4, et de l'art. 678, alinéa 9, du Décret législatif 66/2010, s'étant déterminée une totalisation de fractions de réserves dépassant l'unité, une place de concours est réservée prioritairement aux bénévoles des FF.AA. Au cas où il n'y aurait pas de candidats aptes dans la susdite catégorie, les places seront assignées à d'autres candidats déjà insérés dans le classement

Fait à Aoste, le 1^{er} février 2018

Le directeur,
Piera JORRIOZ

N.D.R.: Le présent acte a été traduit par les soins de l'annonceur